L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 26 SEPTEMBRE 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LESUF, PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS

PRIX DE L'ABONNEMENT

EDITION QUOTIDIENNE.

Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $3. Prix d'un exemplaire, 10 CENTS.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE.

Paraissant le Mardi et le Samedi:

Par an, $3; Par semestre, $2.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à leur ordre dans les divers sujets du journal, paieront $1 50 la carte pour la première insertion, et 75 CENTS la carte pour chaque insertion subséquente.

Les annonces publiées par abonnements, paieront comme transitoires pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, publiées $20 par le mois pour mois.

Les annonces de ventes judiciaires et ventes par autorité, sont reçues aux prix indiqués et doivent payer les annonces transitoires, tel exemple qu'il sera convenu avec elles; dans deux mois ont, est exemple au dépassera 30 jours ceux.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents par la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre de insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement des annonces leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

VALE NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 26 SEPTEMBRE.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRESIDENT:

HORATIO SEYMOUR,

DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT:

FRANK P. BLAIR,

DU MISSOURI.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour le détails et l'heure, voir aux annonces.

Par S. Guinault, à midi, à la Bourse des Négociants, et des Encanteurs.— Un terrain faisant face à la rue Dauphine, entre celles Bourbon et Dauphine, avec toutes les batisses qui se trouvent dessus et compromettant parties lisez mais une maison basse briquetée entre poteaux, et une cuisine à étage, briquetée entre poteaux. Le tout par le même encanteur, en face de terre situé au faubourg Tremé, face aux rues St. Pierre et Orléans, entre celles Johnson et Gayoso, avec une maison basse en bois, et une autre batisse à étage sur la rue St. Pierre.

Par O. de Ferlat, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs.—La moitié indivise d'un terrain, avec toutes les batisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Troisième District, dans l'Isle comprise entre les rues Conseil ve, (Royale) Grande Hommes, (Dauphine) Mandeville et Espagne.

Par C. E. Girardey & Co., à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs.— Des barres en fer battu, crosses, plaques, locomotives, etc. sur le tiret du chemin de fer du Golfe de Mexique.

Par A. Bouligny, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs.— Un lot de terre face à la rue de la Levée, entre les rues Elmire et Cougress. Très belle batisse intérieure.

Par Montgomery, Boss & Co., à leur salle d'encan rue du Camp à 11 heures.—un assortiment général de meubles et d'ustensiles de cuisine. Et un dernier de P. Lizer, rue Gravier, élégants et chevaux appartenant à un artiste, beaux mulets et roches faibles, buggies, wagons &c.

Achetez vos comptoirs et caisses chez M. Brooks Taylor, 92 Vieille-Levée.

Immobilis à l'encan.—Aujourd'hui, SAMEDI, 26 du courant, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue de la Bourse, No 82, N. S. Un terrain avec toutes les batisses qui se trouvent dessus et compromettant parties lisez mais une maison basse briquetée entre poteaux, et une cuisine à étage, briquetée entre poteaux, avec une grande Dauphine et Bon bon, à deux pas du chemin de fer d'Orléans. Cet immeuble dont le sol est fort élevé, a 30 pieds de face sur Dauphine, sur 130 de profondeur. Vendu avec des considérations coulantes en une bonne grande maison, briquetée entre poteaux, avec une grande cuisine à étage nouvellement briquetée entre poteaux. Le tout forme de longs contenant environ 4 chambres.

La vente de cette propriété, placée au centre de la ville et dans un des meilleurs quartiers, offre aux capitalistes une excellente occasion de placement et aux familles la chance d'avoir une résidence agréable. Les conditions de la vente sont faciles. Voyez l'annonce à la colonne des encans.

Pour, Nuits et Matelas.—M. C. E. Girardey & Co vendront aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, par ordre de la cour, environ 1200 tonneaux de rails de meilleur fer batti—clous, boîts, locomotives et autres machines, formant la propriété mobilière du chemin de fer du Golfe de Mexique; pour le compte de la succession d'Alexander Gordon—sans réserve—aussi plusieurs parcels de propriété immobilière et une quantité de meubles offerts en vente. Pour les détails, voyez la description à la page des annonces.

Annonces Politiques.

Le prix d'insertion des annonces politiques est INVARIABLEMENT être acquitté d'avance dans nos bureaux.

Les instructions pour l'Enregistrement.

Nous avons publié, hier, la protestation de M. Geo. Fredrick, l'un des trois commissaires d'enregistrement, contre la prétention de nos deux collègues de dicter à l'avance aux préposés l'interprétation que ceux ci auront à donner à la Constitution et aux lois de l'Etat, et à la Constitution et aux lois des Etats-Unis. Il n'est pas difficile de démontrer que cette protestation est fondée de tous points.

La loi additionnelle sur l'enregistrement ne donne à personne en présidant ce serment ferait un faux serment, ils appelleront spécialement son attention sur la pénalité prescrite par le dernier paragraphe de la section 5 de la loi d'enregistrement pour les faux serments."

M Baker a pervertit complètement les textes. La loi ne dit pas ceux qui auront été "en faveur de la reconstruction" mais en faveur de l'exécution des lois de reconstruction, ce qui est bien différent. Or, ces lois donnaient aux citoyens le droit de voter pour ou contre une convention et de s'abstenir, puisque les abstentions, si elles formaient la majorité des électeurs, décidaient la question. Or, nous mettons en fait que les 19 vingtièmes des citoyens, scrupuleusement conservateurs, ont été en faveur de l'exécution—mais de l'exécution loyale et impartiale—des lois de reconstruction. Tous ceux qui se sont fait enregistrer et qui ont engagé les autres à le faire ont, par là, fait la preuve voulue. Il est tragiquille, à leur manière, ouvertement et scrupuleusement avec tous les gens loyaux, dans la véritable acception de terme, à restaurer l'Etat dans sa position dans l'Union, chose que n'a pas faite la construction radicale. S'ils se sont abstenus dans la première élection, c'est parce que l'enregistrement effectué par M. Baker était frauduleux; s'ils ont voté contre la convention c'est parceque toute élection suppose le droit de voter pour ce sujet, et parceque cette convention, telle que dre même des séances Ray Lynch et Flanhhach, contient des clauses anti-républicaines.

Voilà trois ans que les gens loyaux, c'est-à-dire les conservateurs, travaillent à restaurer la Louisiane dans tous ses droits dans l'Union; et ce n'est pas l'opinion de M. Baker et de son collègue qui empêchera les démocrates de prêter ce serment qu'aux termes mêmes de l'art. 99, on une preuve prima facie de fait attesté.

Le recommandation de M. Baker aux préposés d'appeler l'attention des citoyens qui offriront ce serment, sur les pénalités qu'ils peuvent encourir, est d'une insolence rare. Les préposés sont tenus par la Constitution d'accepter le serment sans observation, sauf à M. Baker à faire ensuite des affidavits pour parjure contre ceux qui l'auront prêté, mais à ses risques et périls, bien entendu.

Passons à un second point, celui des papiers de naturalisation. M. Baker fait un cours de droit à ses préposés sur les conditions prescrites pour acquérir la citoyenneté, et il leur recommande d'examiner attentivement tous les papiers délivrés par les Cours de Districts de la Nouvelle Orléans depuis le 1er juin 1867, et de refuser tous ceux qui ont été délivrés depuis le 4 juillet 1868. A cela nous répondons que si M. Baker ni les préposés n'ont le droit de contester les papiers de naturalisation réguliers en la forme, attendu qu'ils ne sont pas juges de la validité de ces actes. Le document émanant d'une Cour est une preuve prima facie de ce qu'il atteste, et nul fonctionnaire agissant en cette qualité ne peut s'arroger le droit de s'écarter, sous peine de se rendre passible d'une action en dommages.

Nous recommandons à tout citoyen naturalisé que les préposés auront refusé d'inscrire de porter le fait à la connaissance du comité démocratique qui devra prendre en mandamus contre le préposé et faire intenter à celui-ci une action en dommages au nom du citoyen évincé. Il importe de faire décider la question dès les premiers jours.

Par surcroît de précautions, M. Baker recommande à ses préposés de poser aux postulants des questions qui sont parfaitement complètement inutiles puisqu'elles portent sur les faits constatés dans le serment. Adresser à un citoyen qui vient d'attester son serment une série de faits, des questions portant sur ces mêmes faits nous paraît être purement et simplement une insolence et une insinerie, car il est évident que la réponse doit être la même.

Nous n'intervenons à l'occasion sur chacune des questions que soulèvent les règlements du bureau. Les comités démocratiques devraient prendre les mesures nécessaires pour faire décider judiciairement certains points importants et pour éclairer et guider les citoyens relativement à l'exercice de leurs droits.

L'EMEUTE DE MAINE.—N'y a-t-il donc aucune autorité judiciaire quelconque qui puisse ouvrir une enquête sur l'émeute de mardi? Il nous semble que l'affaire en vaut la peine dans l'intérêt de la société et de la justice, et pour réduire à néant les mensonges du parti radical sur cette émeute où ses soldats ont joué un si beau rôle?

LES AUTORITÉS MUNICIPALES.— Depuis l'émeute de mardi dernier la population est sur le qui-vive et, cependant, les autorités municipales n'ont pas donné signe de vie. Est-ce que le maire et les Conseils auraient donné leur démission?

CONTRASTE.—Mardi soir, les clubs radicaux ont assassiné un brave homme de couleur, Voltaire Comangeau, et blessé une dizaine de citoyens blancs dans divers quartiers de la ville; ils ont défoncé et pillé deux magasins et mis le feu à l'un d'eux, et la police, n'a pas bougé. Hier matin dans une querelle particulière, un démocrate en se défendant contre trois nègres radicaux arrêtés à tué l'un de ces assaillants, et toute la police a été mise sur pied pour arrêter le démocrate, et il a fallu un moment à une révolution imminente. Il est du devoir de la police d'arrêter les coupables, et, nous ne la blâmons pas d'avoir montré son zèle dans la journée d'hier, mais nous demandons ce qu'elle a fait pour livrer à la justice les meurtriers, les voleurs et les incendiaires de mardi?

Proclamation du Gouverneur.

Le journal officiel contenait hier soir la proclamation suivante:

Département de l'Exécutif, } 25 septembre 1868.

Je fais appel au bon peuple de la Nouvelle-Orléans pour que chacun se rende immédiatement à sa résidence et s'abstienne de tous actes ou de toutes correspondances suspectes.

Les autorités civiles sont capables de supprimer toutes difficultés qui peuvent surgir et d'arrêter toute infraction, et, si elles se trouvent insuffisantes elles seront promptement assistées par les autorités militaires.

Je fais appel à tous les clubs politiques pour qu'ils s'abstiennent de tout déploiement quelconque pour le présent.

H. C. WARMOTH,
Gouverneur de la Louisiane.

Cette proclamation a été être écrite sous l'empire d'une émotion extraordinaire. Nous ne savons à quelle heure elle a été signée, mais quand elle a paru à cinq heures du soir dans le *Republican* elle n'avait guère de raison d'être.

Les événements de mardi soir n'ont guère prouvé que les autorités civiles fussent capables de supprimer les difficultés. Nous croyons que dans l'état actuel des choses les citoyens doivent compter sur eux-mêmes pour protéger leurs existences et leurs propriétés.

Ordre important.

Quartier-général, Bureau des Affranchis &c., } Nile-Orléans, 24 sept. 1868.

Les planteurs qui veulent profiter des ordres No 18, série courante, de ce quartier-général, sont avertis que le dit ordre a été modifié comme suit.

Afin d'aider le planteur qui le désirera, et pour lui éviter la nécessité d'obtenir d'un facteur des avances pour liquider au delà entre le bureau, et ses ouvrier aux affranchis des avances et du travail, il sera requis d'expédier au Bureau à la Nile-Orléans une quantité suffisante de sa récolte pour couvrir ces dettes; le montant ainsi expédié devra être envoyé aux états qu'il sera prêt pour le marché.

Tout montant excédant cette dette sera remis au planteur, et le produit sera tenu à la disposition de l'expéditeur.

Jusqu'à la réalisation des récoltes, le commissaire du bureau continuera à avancer des provisions.

La récolte ainsi expédiée sera marquée *(F. B.) U. S. to A. C. B.* à ce quartier-général, et, outre marque additionnelle que l'expéditeur pourra désirer employer; les mêmes marques devront être indiquées sur la connaissement, dont un duplicata doit être envoyé à ce quartier général.

Les aides-sous-aides et les sous aides commissaires sont chargés d'offrir toutes les facilités aux planteurs et aux affranchis, de façon à leur permettre de profiter des avantages de cette circulaire.

Par ordre du major-général Ed. Hatch, aide-commissaire.

B. T. HITCHINS, A.A. A. G.

CE QUE VALENT LES PROMESSES DES RADICAUX.—Nous recevons de St Charles la lettre suivante, qui indique en quelle monnaie les radicaux paient ceux qui se font à eux. L'affranchi dont il s'agit a mis sa marque au bas de la lettre en présence de deux témoins:

Messieurs les rédacteurs de l'*Abeille*:

Voulez vous avoir la bonté d'insérer les quelques lignes qui suivent pour un pauvre homme de couleur qui travaille dur pour gagner sa vie et celle de sa famille. Je suis un débarcheur de l'Eglise Rouge, dans la paroisse St-Charles. Dimanche dernier, 20 courant, trois messieurs qui nous a dit, et s'obligent 50 cents chacun pour les conduire à trois milles plus haut sur le fleuve, à la Maison de Cour, où il y avait un meeting de radicaux; j'acceptai le marché, et au mois d'y aller, mais ayant acheté un cheval dont je suis payé à cinq heures du soir dans le *Republican* elle n'avait guère de raison d'être.

Les événements de mardi soir n'ont guère prouvé que les autorités civiles fussent capables de supprimer les difficultés. Nous croyons que dans l'état actuel des choses les citoyens doivent compter sur eux-mêmes pour protéger leurs existences et leurs propriétés.

Ordre important.

Quartier-général, Bureau des Affranchis &c., } Nile-Orléans, 24 sept. 1868.

Les planteurs qui veulent profiter des ordres No 18, série courante, de ce quartier-général, sont avertis que le dit ordre a été modifié comme suit.

Afin d'aider le planteur qui le désirera, et pour lui éviter la nécessité d'obtenir d'un facteur des avances pour liquider au delà entre le bureau, et ses ouvrier aux affranchis des avances et du travail, il sera requis d'expédier au Bureau à la Nile-Orléans une quantité suffisante de sa récolte pour couvrir ces dettes; le montant ainsi expédié devra être envoyé aux états qu'il sera prêt pour le marché.

Tout montant excédant cette dette sera remis au planteur, et le produit sera tenu à la disposition de l'expéditeur.

Jusqu'à la réalisation des récoltes, le commissaire du bureau continuera à avancer des provisions.

La récolte ainsi expédiée sera marquée *(F. B.) U. S. to A. C. B.* à ce quartier-général, et, outre marque additionnelle que l'expéditeur pourra désirer employer; les mêmes marques devront être indiquées sur la connaissement, dont un duplicata doit être envoyé à ce quartier général.

Les aides-sous-aides et les sous aides commissaires sont chargés d'offrir toutes les facilités aux planteurs et aux affranchis, de façon à leur permettre de profiter des avantages de cette circulaire.

Par ordre du major-général Ed. Hatch, aide-commissaire.

B. T. HITCHINS, A.A. A. G.

CE QUE VALENT LES PROMESSES DES RADICAUX.—Nous recevons de St Charles la lettre suivante, qui indique en quelle monnaie les radicaux paient ceux qui se font à eux. L'affranchi dont il s'agit a mis sa marque au bas de la lettre en présence de deux témoins:

Messieurs les rédacteurs de l'*Abeille*:

Voulez vous avoir la bonté d'insérer les quelques lignes qui suivant pour un pauvre homme de couleur qui travaille dur pour gagner sa vie et celle de sa famille. Je suis un débarcheur de l'Eglise Rouge, dans la paroisse St-Charles. Dimanche dernier, 20 courant, trois messieurs qui nous a dit, et s'obligent 50 cents chacun pour les conduire à trois milles plus haut sur le fleuve, à la Maison de Cour, où il y avait un meeting de radicaux; j'acceptai le marché, et au mois d'y aller, mais ayant acheté un cheval dont je suis payé à cinq heures du soir dans le *Republican* elle n'avait guère de raison d'être.

Les événements de mardi soir n'ont guère prouvé que les autorités civiles fussent capables de supprimer les difficultés. Nous croyons que dans l'état actuel des choses les citoyens doivent compter sur eux-mêmes pour protéger leurs existences et leurs propriétés.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Nouvelles Européennes.

Paris, 25.—La *France* dit que les droits garantis par les Etats Unis dans le traité avec le Nicaragua ont été aussi gagnés par la France et l'Angleterre d'après les stipulations du traité de 1860.

Le *Moniteur* publie ce qui suit: Le général Fairy, commandant les troupes royales, masses en force pour attaquer Séville. Ses hommes sont bien disposés.

Nouvelles de Washington.

Washington, 25.— Une délégation de la Législature de l'Alabama, ayant à sa tête le gouverneur, est ici pour prier le Président d'envoyer des troupes afin de préserver l'ordre dans l'Etat.

Des avis officiels sur le récent combat avec les Indiens, dans le Kansas, ont été reçus. Le lieutenant Beecher est mort; le colonel Forsyth blessé et le Dr Moore blessé mortellement. Sheridan rapporte que le désabondement est en chemin pour secourir par les Indiens. Il peut tenir ayant une abondance de munitions et à manger de la chair de mulet et de cheval. Plusieurs colonnes ont été envoyées sur les lieux et l'on pense que les Indiens seront sévèrement punis.

Evarts et Browning étaient absents de la séance du cabinet, aujourd'hui. Le Bureau des places donne avis que le phare de Waspe'land, Ga. sera de nouveau éclairé en octobre.

New York, 25—Le navire Jacob A. Stanifer avec l'équipage et les passagers de Steamer Mollis qui a brûlé en mer, est arrivé.

Delaware Water Gap, Pa., 25.—L'hôtel Brainard a été, ce matin, visité par des voleurs. Thomas Broadhead, le maître, et son frère Théodore les ont poursuivis et atteints. Ils ont tiré sur Théodore qui a été tué et Thomas a reçu une blessure grave.

Les habitants sont sortis et ont capturé les criminels qui ont failli être lynchés. Ils sont maintenant sous la garde du shérif.

Nouvelles diverses.

Atlanta, 25—Le bill pour organiser et appeler au service les milices de l'Etat a été rejeté par les deux Chambres.

La Chambre a adopté une résolution pour s'ajourner le 6 octobre et a refusé de reconsidérer le bill amendant la constitution et transférant le siége du gouvernement à Milledgeville.

Nouvelles des rivières.

Vicksburg, 24— Descendant, le Louisville et le Rohl R. Lee. Le fleuve a haussé de 18 pouces en 24 heures.

Louisville, 25—Le fleuve monte très rapidement avec 8 p. dans le Canal. Temps nuageux et froid.

St Louis, 25— Bonne profondeur d'eau sur toutes les points.

Passe du Sud Ouse, 25, 6 P. M.—Pas d'arrivages et pas de départs.

Marchés européens.

Liverpool, 25, au soir—Coton calme. Mid 9 7/8. Orleans 10 1/8.

Londres, 25, au soir. — Consolidés 94 7/8. Bons 73.

Frankfort, 25—Bons calmes 75 7/8 à 76.

Marchés américains.

New-York, 25, au soir—Coton calme un peu plus ferme, et valant à la clôture. Vendu 1000 balles. Mid. 25 1/2.

New York, 25, au soir. — Argent encore plus facile. Les offres sont considérables. Prêts sur demande 5 à 5 p. 0/0. Escompte 6 1/2 à 7. Or, fort à la hausse à 142 3/8 à 142 1/2. Bons du Sud plus forts. Actions généralement actives et fermes à la clôture.

Reçu à la sous trésorerie $1,861,000, payé $1,140,000 balance $94,222,000. Fonds publics, fermes à la clôture. 5-20, 113 3/4. 10-40, 104 5/8.

Mobile 25—Coton on bonne demande. Mid. 21 1/2, prix que les vendeurs ont refusé. Vendu 100 balles. Peu d'offres. Vendu dans la semaine 2035 balles. Reçu 4266. Stock 9841.

Savannah, 25—Coton calme à la clôture, mais ferme. Mid. 22. Vendu 272 balles. Reçu 577. Stock 5148 balles.

Louisville, 25—Vendu 31 b. de tabac de 6 à 9. Farine superfine 6 à 7. Pore 29.. Graisse 19 1/2. Whiskey 1 45.

Cincinnati, 25—Blé et farine sans changement et calmes. Maïs 1 00 à 1 03. Avoine 60. Bacon 12 1/2. Graisse tenue à 20. Beurre 35. Œufs 25.

St Louis, 26.—Tabac sans changement. Farine superfine 5 50. Espèces 12 1/4. Coton 15 1/2. Graisse 19. Whiskey 1 50.

(Dépêches d'hier soir.)

Richmond, 24—L'ex capitaine Schultz, de l'armée fédérale, s'est fait sauter la cervelle ce matin dans la prison d'un citoyen par lequel il était employé et qui l'avait renvoyé. Il laisse une famille dans la ville de New-York.

Montgomery, 24—La Législature n'a rien fait aujourd'hui et probablement ne prendra aucune mesure relative à l'élection du président jusqu'à ce qu'on ait reçu des nouvelles du comité envoyé à Washington pour demander des troupes.

Nombre de membres sont opposés à l'élection par le peuple et l'empêcheront s'ils peuvent. On se souvient, dit-on, que la Législature de 1861 a Washington par cinq républicains, alléguant qu'il n'y a réellement aucun respect pour les lois dans cette ville, et que les officiers civils sont impuissants de remplir leurs devoirs par les menaces du peuple.

Un grand meeting a eu lieu hier soir, à propos du mémoire, et les résolutions suivantes ont été adoptées:

Attendu que si le gouverneur ni aucun autre officier exécutif de l'Etat de l'Alabama n'a jamais trouvé qu'il fut nécessaire d'appeler une troupe de citoyens pour aider à l'exécution des lois, et que nulle proclamation n'a jamais été lancée par le gouverneur déclarant que l'exécution des lois est empêchée par une section de l'Etat; et

Attendu que la convention d'Etat démocratique et conservatrice d'Alabama a décidé à l'unanimité dans un récent meeting, d'obéir aux lois du gouvernement d'Etat *de facto* et de se soumettre à la loi jusqu'à ce qu'elle soit changée. C'est pourquoi,

Il est résolu: Que la déclaration des faits et appréhensions dans le dit mémoire est leur de tout point, et nous, le peuple de Montgomery, nous déflons toute enquête sur les faits allégués, étant bien sûrs qu'ils ne sont établis par aucune preuve dans les cours de la bonne foi; et l'Ecosti en dans les déclarations du premier magistrat de l'Etat;

2o Que nous, le peuple de Montgomery, nous déclarons satisfaits de notre condition, et, après les preuves recueillies autour de nous et d'après les preuves reçues de toutes les sections de l'Etat par nos autorité dignes de foi, que le peuple de l'Etat n'a jamais été plus disposé à la paix qu'à présent et jamais plus prompt à obéir aux lois existantes.

3 Que ledit mémoire n'été inspiré par un esprit de parti, lequel, pour le succès temporaire d'un certain parti ou d'une certaine politique, détruirait la prospérité de l'Etat et le plonge rait dans la guerre civile.

4. Que le peuple de l'Alabama, bien que content du résultat de toutes propres institutions, et ne craignant aucune ingérence des troupes des Etats-Unis, protestérait contre l'introduction de cette armée dans notre sein comme une violation de la Constitution des Etats-Unis, et comme une injuste imputation sur notre caractère et notre conduite.

5. Que nous adressons cordialement la lettre du Gén. Lee et d'autres, en réponse au Gén. Roseerans, et déclarons solennellement notre croyance que les sentiments de cette lettre sont ceux de la grande majorité parmi nous, et nous sommes roumis à la loi, et que nous ne serons rien pour appuyer chez les autres quoique ce soit qui tende à la violence.

6. Que les journaux qui soutiennent la Législature qui ont dressé le monstrueux acte d'accusation contre tout un peuple sont, pour la plupart désagrées dans l'Etat, et n'ont en le vote de l'Etat que parce que les deux tiers des citoyens de l'Etat, blancs et noirs, remplissent la condition d'âge n'ont pas voté, et que le refus du peuple de participer à l'élection n'a eu pas été approbation des hommes qui ont été faux serment déclarés élus, mais à la parole du Congrès que le refus de voter serait regardé comme un vote contre eux.

Que lesdits législateurs ne représentent pas le peuple, au contraire, et qu'ils voient son argent par des taxes exorbitantes extravagantes, le scandale du trésor public au profit des hommes les plus bas de la communauté, tâchant de déposséder le peuple du privilége du scrutin et d'admettre aux cabinets et son crédit en public des imputations déponvues de tout fondement.

7. Que la Législature qui relèverait au de ses membres des pénalités de la félonie, et au autres des pénalités de la bigamie, et qui tenterait d'enlever frandulesement au peuple l'élection du Président, est absolument incapable d'accomplir des contrefaçons plus grands encore que l'adoption dudit mémoire.

8. Qu'une copie de ces résolutions soit envoyées au Président des Etats-Unis.

New York, 25. — Or 141 7/8. Coton calme et ferme.

Législature de la Louisiane.

SÉNAT.—Bacon a présenté un bill pour avoir un enregistrement conforme aux actes de reconstruction. Mis à l'ordre de jour pour lundi.

La résolution conjointe pour s'ajourner de 2 octobre au 7 novembre a été déposée sur le bureau.

Le président Dunn a présenté quelques remarques contre les députés et donné des conseils de modération.

Un comité de 3 membres a été autorisé à s'enquérir de la conduite du Bureau d'enregistrement.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS. — 77ème jour. 26 septembre 1868.—La Chambre s'est réunie à midi sous la présidence de M. Lowell. Il n'y avait pas de quorum, et il a fallu envoyer chercher quelques membres par le sergent d'armes pour compléter le nombre voulu.

La Chambre se constitue en comité général. Une grande discussion s'élève entre plusieurs membres radicaux au sujet du bill de la Chambre No 193 qui a pour objet d'autoriser le trésorier à payer à Benjamin Woll la bagatelle de $140,804 22 qui seraient dus par l'Etat suivant 15 certificats de dette émis par M. Perkins, ex-auditeur et approuvé par le gouverneur Wells.

M. Heidenheim, (rad) d'Orléans, se prononce seul en faveur du bill. Grey et Page, radicaux, demandent des éclaircissements sur la nature des sruclus fournis. McVeau au nom de comité répond qu'il ne peut en donner et le bill est renvoyé au comité des réclamations.

Le comité se trouve sans quorum pendant la discussion d'un autre bill, et la Chambre s'ajourne.

CHRONIQUE LOCALE.

APPRÉHENSION.—L'alarme a été générale dans le 3me District, et il nous a été assuré de plusieurs côtés que les blancs se réunissaient d'un côté les blancs se réunissaient de l'autre. Ces derniers ont armé promptement aussi bien qu'ils le pouvaient. Les nègres, armés aussi, semblaient tous prêts à engager un conflit.

Les membres de la paparit des clubs démocratiques ont été vite en alerte et se montrent prêts à tout événement.

Le capt. George, le brave marshal des Brown Rangers, a fait proclamation, que armes pour son club dans un magasin de la rue de Chartres. Heureusement l'exécution n'a pas été aussi terrible qu'on pouvait en juger par la faveur des télégrammes de peli-a que nous reproduisons autre part. En outre, les forces militaires d'artillerie et de cavalerie, sous les ordres du général Roseeau, avaient été mises en position, et le gouverneur Warmoth avait lancé une proclamation qu'on trouvera ailleurs, autre part.

Le shérif Maxwell a fait tout ce qui était en son pouvoir pour calmer l'excitation et comprimer le désordre.

DÉTAILS.—Les "lanceurs" (club dém.) ont offert leurs services au Brig. Gen. Manning, de la police du 2d District et se sont tenus prêts toute la journée, dans leur salle d'Orléans, pour le cas où leurs services seraient requis.

FAUX BRUITS.—Les nègres ont menacé de brûler la maison où vivait Guérin, rue d'Aumor, et le bruit a couru un instant qu'ils l'avaient trouvé et l'avaient tué. Mais cela est démenti. On croit qu'il se serait rendu sans l'agitation des nègres et leur détermination de l'arrêter et de le tuer. Jusqu'à ce moment, nous savons qu'il ne s'est pas rendu et qu'il n'a pas été arrêté.

ECOLE FILLMORE.—Un grand outrage commis hier à l'école Fillmore des garçons, Troisième District, outrage agravé par l'irritation, a décidé le surintendant à faire fermer de bonne heure toutes les écoles publiques de la seud et du Troisième District. Des nègres armés avaient pris leurs enfants et les avaient introduits dans l'école. Les garçons blancs les en ont expulsés et les parents de ces derniers ont tiré des coups de feu dans l'école même et sont partis. Heureusement personne n'a été blessé.

EXCITATION A ALGER.—Singulièrement avec l'émoi qui troublait les turvaises heures agrées sur la rive gauche de la Nouvelle, des troubles graves, germe à Alger, sur la rive droite. Le sénateur Packard avait la prétention de servir comme maire pour la seconde fois de suite et de remplir deux places d'honneur et de confiance en violation de la Constitution. Le juri de police avait précédemment passé des résolutions contre Packard, et des plaintes avaient été portées devant la cour de police présidée par le juge Dibert, qui, sans aucun doute, aurait prononcé la sentence de police. Packard, se voyant menacé par une condamnation et son commerce et son crédit en public des imputations déponvues de tout fondement.

Attendu que si le gouverneur ni aucun autre officier exécutif de l'Etat de l'Alabama n'a jamais trouvé qu'il fut nécessaire d'appeler une troupe de citoyens pour aider à l'exécution des lois, et que nulle proclamation n'a jamais été lancée par le gouverneur déclarant que l'exécution des lois est empêchée par une section de l'Etat; et

Attendu que la convention d'Etat démocratique et conservatrice d'Alabama a décidé à l'unanimité dans un récent meeting, d'obéir aux lois du gouvernement d'Etat *de facto* et de se soumettre à la loi jusqu'à ce qu'elle soit changée. C'est pourquoi,

Il est résolu: Que la déclaration des faits et appréhensions dans le dit mémoire est leur de tout point, et nous, le peuple de Montgomery, nous déflons toute enquête sur les faits allégués, étant bien sûrs qu'ils ne sont établis par aucune preuve dans les cours de la bonne foi; et l'Ecosti en dans les déclarations du premier magistrat de l'Etat;

2o Que nous, le peuple de Montgomery, nous déclarons satisfaits de notre condition, et, après les preuves recueillies autour de nous et d'après les preuves reçues de toutes les sections de l'Etat par nos autorité dignes de foi, que le peuple de l'Etat n'a jamais été plus disposé à la paix qu'à présent et jamais plus prompt à obéir aux lois existantes.

3 Que ledit mémoire n'été inspiré par un esprit de parti, lequel, pour le succès temporaire d'un certain parti ou d'une certaine politique, détruirait la prospérité de l'Etat et le plonge rait dans la guerre civile.

4. Que le peuple de l'Alabama, bien que content du résultat de toutes propres institutions, et ne craignant aucune ingérence des troupes des Etats-Unis, protestérait contre l'introduction de cette armée dans notre sein comme une violation de la Constitution des Etats-Unis, et comme une injuste imputation sur notre caractère et notre conduite.

5. Que nous adressons cordialement la lettre du Gén. Lee et d'autres, en réponse au Gén. Roseerans, et déclarons solennellement notre croyance que les sentiments de cette lettre sont ceux de la grande majorité parmi nous, et nous sommes roumis à la loi, et que nous ne serons rien pour appuyer chez les autres quoique ce soit qui tende à la violence.

6. Que les journaux qui soutiennent la Législature qui ont dressé le monstrueux acte d'accusation contre tout un peuple sont, pour la plupart désagrées dans l'Etat, et n'ont en le vote de l'Etat que parce que les deux tiers des citoyens de l'Etat, blancs et noirs, remplissent la condition d'âge n'ont pas voté, et que le refus du peuple de participer à l'élection n'a eu pas été approbation des hommes qui ont été faux serment déclarés élus, mais à la parole du Congrès que le refus de voter serait regardé comme un vote contre eux.

Que lesdits législateurs ne représentent pas le peuple, au contraire, et qu'ils voient son argent par des taxes exorbitantes extravagantes, le scandale du trésor public au profit des hommes les plus bas de la communauté, tâchant de déposséder le peuple du privilége du scrutin et d'admettre aux cabinets et son crédit en public des imputations déponvues de tout fondement.

Attendu que si le gouverneur ni aucun autre officier exécutif de l'Etat de l'Alabama n'a jamais trouvé qu'il fut nécessaire d'appeler une troupe de citoyens pour aider à l'exécution des lois, et que nulle proclamation n'a jamais été lancée par le gouverneur déclarant que l'exécution des lois est empêchée par une section de l'Etat; et

Attendu que la convention d'Etat démocratique et conservatrice d'Alabama a décidé à l'unanimité dans un récent meeting, d'obéir aux lois du gouvernement d'Etat *de facto* et de se soumettre à la loi jusqu'à ce qu'elle soit changée. C'est pourquoi,

Il est résolu: Que la déclaration des faits et appréhensions dans le dit mémoire est leur de tout point, et nous, le peuple de Montgomery, nous déflons toute enquête sur les faits allégués, étant bien sûrs qu'ils ne sont établis par aucune preuve dans les cours de la bonne foi; et l'Ecosti en dans les déclarations du premier magistrat de l'Etat;

2o Que nous, le peuple de Montgomery, nous déclarons satisfaits de notre condition, et, après les preuves recueillies autour de nous et d'après les preuves reçues de toutes les sections de l'Etat par nos autorité dignes de foi, que le peuple de l'Etat n'a jamais été plus disposé à la paix qu'à présent et jamais plus prompt à obéir aux lois existantes.

3 Que ledit mémoire n'été inspiré par un esprit de parti, lequel, pour le succès temporaire d'un certain parti ou d'une certaine politique, détruirait la prospérité de l'Etat et le plonge rait dans la guerre civile.

4. Que le peuple de l'Alabama, bien que content du résultat de toutes propres institutions, et ne craignant aucune ingérence des troupes des Etats-Unis, protestérait contre l'introduction de cette armée dans notre sein comme une violation de la Constitution des Etats-Unis, et comme une injuste imputation sur notre caractère et notre conduite.

5. Que nous adressons cordialement la lettre du Gén. Lee et d'autres, en réponse au Gén. Roseerans, et déclarons solennellement notre croyance que les sentiments de cette lettre sont ceux de la grande majorité parmi nous, et nous sommes roumis à la loi, et que nous ne serons rien pour appuyer chez les autres quoique ce soit qui tende à la violence.

6. Que les journaux qui soutiennent la Législature qui ont dressé le monstrueux acte d'accusation contre tout un peuple sont, pour la plupart désagrées dans l'Etat, et n'ont en le vote de l'Etat que parce que les deux tiers des citoyens de l'Etat, blancs et noirs, remplissent la condition d'âge n'ont pas voté, et que le refus du peuple de participer à l'élection n'a eu pas été approbation des hommes qui ont été faux serment déclarés élus, mais à la parole du Congrès que le refus de voter serait regardé comme un vote contre eux.

Que lesdits législateurs ne représentent pas le peuple, au contraire, et qu'ils voient son argent par des taxes exorbitantes extravagantes, le scandale du trésor public au profit des hommes les plus bas de la communauté, tâchant de déposséder le peuple du privilége du scrutin et d'admettre aux cabinets et son crédit en public des imputations déponvues de tout fondement.

Attendu que si le gouverneur ni aucun autre officier exécutif de l'Etat de l'Alabama n'a jamais trouvé qu'il fut nécessaire d'appeler une troupe de citoyens pour aider à l'exécution des lois, et que nulle proclamation n'a jamais été lancée par le gouverneur déclarant que l'exécution des lois est empêchée par une section de l'Etat; et

Attendu que la convention d'Etat démocratique et conservatrice d'Alabama a décidé à l'unanimité dans un récent meeting, d'obéir aux lois du gouvernement d'Etat *de facto* et de se soumettre à la loi jusqu'à ce qu'elle soit changée. C'est pourquoi,

Il est résolu: Que la déclaration des faits et appréhensions dans le dit mémoire est leur de tout point, et nous, le peuple de Montgomery, nous déflons toute enquête sur les faits allégués, étant bien sûrs qu'ils ne sont établis par aucune preuve dans les cours de la bonne foi; et l'Ecosti en dans les déclarations du premier magistrat de l'Etat;

2o Que nous, le peuple de Montgomery, nous déclarons satisfaits de notre condition, et, après les preuves recueillies autour de nous et d'après les preuves reçues de toutes les sections de l'Etat par nos autorité dignes de foi, que le peuple de l'Etat n'a jamais été plus disposé à la paix qu'à présent et jamais plus prompt à obéir aux l